

Brochure n° 3067

Convention collective nationale

IDCC : 673. – **FOURRURE**

■ *Journal officiel* du 17 octobre 2008

**Arrêté du 9 octobre 2008 portant extension d’avenants
à la convention collective nationale de la fourrure (n° 673)**

NOR : MTST0824070A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l’arrêté du 14 septembre 1973 et les arrêtés successifs, notamment l’arrêté du 21 juin 2007, portant extension de la convention collective nationale de la fourrure du 29 juin 1972 et de textes qui l’ont modifiée ou complétée ;

Vu l’avenant du 30 novembre 2007, relatif au barème de classification du personnel cadres et assimilés, à la convention collective susvisée ;

Vu l’avenant n° 65 du 30 novembre 2007, relatif aux salaires minima (barème annexé), à la convention collective susvisée ;

Vu l’avenant n° 66 du 30 novembre 2007, relatif aux salaires supérieurs aux minima, à la convention collective susvisée ;

Vu la demande d’extension présentée par les organisations signataires ;

Vu les avis publiés au *Journal officiel* du 3 juin 2008 et du 28 mai 2008 ;

Vu les avis recueillis au cours de l’enquête ;

Vu l’avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), rendu lors de la séance du 3 octobre 2008,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective de la fourrure du 29 juin 1972, tel que modifié par l'avenant n° 40 du 29 octobre 1997, les dispositions de :

- l'avenant du 30 novembre 2007, relatif au barème de classification du personnel cadres et assimilés, à la convention collective susvisée, sous réserve de l'application, d'une part, des dispositions de l'article L. 1142-1 du code du travail et, d'autre part, des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail, ces dernières prévoyant que la négociation quinquennale sur les classifications vise également à définir et programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010 ;
- l'avenant n° 65 du 30 novembre 2007, relatif aux salaires minima (barème annexé), à la convention collective susvisée, sous réserve de l'application, d'une part, des dispositions réglementaires portant fixation du salaire minimum interprofessionnel de croissance et, d'autre part, des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail, qui prévoient que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010 ;
- l'avenant n° 66 du 30 novembre 2007, relatif aux salaires supérieurs aux minima, à la convention collective susvisée, sous réserve de l'application, d'une part, des dispositions réglementaires portant fixation du salaire minimum interprofessionnel de croissance et, d'autre part, des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail, qui prévoient que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010.

Article 2

L'extension des effets et sanctions des avenants susvisés est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits avenants.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 octobre 2008.

Pour le ministre et par délégation :
*La sous-directrice des relations individuelles
et collectives du travail,*
E. FRICHET-THIRION

Nota. – Les textes des avenants susvisés ont été publiés au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2008/17, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8 €.